

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

jeunes.npa2009.org

#37
JUN
2014

1€

FRANCE
CAMBODGE
CHINE
TURQUIE
ESPAGNE
GRÈCE
BRÉSIL
TUNISIE
BOSNIE
EGYPTE



MOBILISATION
RÉVOLTE
MANIF
RÉVOLUTION
GRÈVE
COMBAT
LUTTE
RÉSISTANCE
MANIF
GRÈVE

Partout à travers le monde

PASSONS DE LA RÉVOLTE À LA RÉVOLUTION

ZOOM SUR

histoire des
**MARCHES
DES
FIERTÉS**

P.3

DOSSIER

le monde
en
ébullition

P.4



★ Édito ★

Le résultat de l'élection européenne est sans appel: le gouvernement s'est pris une raclée magistrale. Nombreux ont refusé de voter pour l'actuel meilleur représentant des riches et des patrons. Mais c'est le FN qui se place en tête. Pourtant, ce parti au pouvoir ne défendrait qu'avec plus de force les intérêts des classes dominantes contre les jeunes et les travailleurs. C'est à ces derniers de retrouver le chemin de la rue pour contrer la politique du gouvernement et faire barrage à l'extrême-droite.

PS, UMP, FN: tous veulent défendre les intérêts des classes dirigeantes

Quand on voit ce que proposait tous les partis institutionnels, pas étonnant que la majorité des gens ne soient pas aller voter. Du côté du PS et de l'UMP, il ne s'agissait que de savoir comment faire payer la crise aux classes populaires. Le PS a même osé faire une campagne contre l'austérité... En Europe! Ceux-là même qui l'appliquent en France! Ces partis et les institutions européennes ne représentent plus rien et ne servent qu'aux capitalistes qui veulent nous faire payer leur crise! Les résultats des élections partout en Europe montrent bien que c'est la politique des partis traditionnels que les jeunes et les travailleurs rejettent!

C'est cette même politique d'austérité qui fait aujourd'hui le lit du FN et qui le renforce comme une fausse alternative face à la crise. Alors que le FN n'a pour ambition que de les remplacer au pouvoir, en formant de nouveaux politiciens qui auront à cœur la défense de leur personne, en témoignent les scandales financiers qui éclaboussent la famille Le Pen.

Le programme du FN est le pire des pièges pour les classes populaires

Le nationalisme du FN est une recette supplémentaire pour défendre plus féroce les intérêts des patrons. Aymeric Chauprade, candidat du FN en île de France disait : «Nous nous adressons en même temps aux ouvriers et aux patrons». Mais les patrons licencient à tour de bras dans les entreprises, baissent les salaires, exploitent violemment les travailleurs sans-papiers tout en se mettant des milliards d'euros de profits dans les poches! C'est à ceux qui nous pourrissent la vie au quotidien que le FN veut remettre notre sort. Comment défendre mieux les intérêts des dominants ?

Pour les jeunes, le FN propose de renforcer la sélection à l'université: l'éducation réservée aux fils et filles de riches! Voilà encore une mesure qui aggraverait notre avenir.

Organisons la riposte des jeunes et des travailleurs !

Pour stopper les attaques du gouvernement et des patrons, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les élections passées, les mauvais coups vont continuer à pleuvoir car le gouvernement maintient sans hésiter le cap de l'austérité. Et ce n'est pas le FN qui se battra pour les jeunes et les travailleurs, trop occupé qu'il sera à de nouvelles tambouilles au parlement européen.

Les lycéens, les étudiants, les salariés du privé comme du public, avec ou sans emplois, avec ou sans-papiers doivent relever la tête, s'organiser sur leurs lieux de travail et d'études pour construire des mobilisations massives. Il faut nous battre tous ensemble autour d'objectifs concrets: la fin des CDD pour les jeunes, l'augmentation des salaires, l'arrêt des licenciements, le retrait des plans d'austérité dans les services publics... Ce sont ces revendications que le NPA a mis en avant lors des élections, pour préparer une riposte sociale dans la rue qui doit se construire dès maintenant.

La lutte collective est la voie à suivre pour stopper le gouvernement et l'extrême-droite!

Un an après l'assassinat de Clément Méric, plus que jamais, combattons l'extrême-droite !

En juin dernier, Clément Méric était assassiné par un militant néonazi. Depuis, les agressions racistes, sexistes, homophobes, et contre des militants se sont multipliés : attaque d'un bar gay à Lille, attaque au fusil d'un concert de soutien aux sans-papiers à Clermont-Ferrand, agression au poignard de deux jeunes militants à Lyon... Il ne s'agit ni d'actes isolés, ni d'accidents. Ces agressions sont le produit du climat nauséabond qui s'est installé depuis plusieurs mois, qui permet à l'extrême droite de regagner du terrain.

L'an passé, des milliers d'homophobes ont battu le pavé sous la bannière de la « Manif pour tous » contre le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels. Début 2014, c'est encore les réacs qui défilaient à l'occasion du « jour de colère » ou des manifestations contre le droit à l'avortement. Si les réacs prennent confiance, c'est notamment parce que le gouvernement recule : abandon de la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples lesbiens, qui serait un petit pas vers l'égalité entre homos et hétéros, abandon du droit de

vote des étrangers, etc.

La politique antisociale et raciste du gouvernement, qui expulse tout en faisant des cadeaux aux patrons, fait le lit du Front national. Alors que le PS a pris une claquette aux municipales, le FN en a profité et empoche quatorze mairies. Face à la politique du gouvernement et au système qu'il défend, il est normal d'être révoltés ! Mais, ne nous trompons pas de colère, les « solutions » racistes, sexistes, homophobes et nationalistes préconisées par Marine Le Pen ne sont là que pour nous diviser. Ce ne sont ni les immigrés, ni les LGBT qui sont responsables de la misère et de la précarité.

Pour que les réacs et l'extrême-droite ne se sentent pas pousser des ailes, nous devons reprendre la rue. La confiance doit changer de camp ! Le 7 juin à Paris, deux semaines après les élections européennes et un an après l'assassinat de Clément Méric, soyons nombreux et nombreuses à manifester contre l'extrême-droite !

Raph Paris 1

CONTRE LES ATTAQUES ENVERS LA JEUNESSE, ORGANISONS LA RÉSISTANCE !

Lors de sa campagne électorale, Hollande avait fait de la jeunesse une de ses priorités, pourtant aujourd'hui son gouvernement multiplie les attaques envers les jeunes.

A l'heure où le revenu moyen mensuel d'un étudiant est de 680 euros, soit en dessous du seuil de pauvreté, où la plupart d'entre eux renonce à se soigner et même parfois à manger pour gérer leurs fins de mois, le gouvernement s'est dit que c'était le bon moment pour tenter une remise en cause des APL, histoire de voir les réactions. Le gouvernement a donc failli s'en prendre au budget des 500 000 jeunes non boursiers qui touchent des APL (aides personnalisées au logement). Dans le cadre de la réduction des dépenses publiques, le rapport de la cour des comptes préconisait entre autres de supprimer les APL aux étudiants non boursiers pour économiser 800 millions d'euros. Face aux réactions immédiates de contestation le gouvernement a finalement décidé de ne pas appliquer cette mesure, du moins pour l'instant.

Quelques jours après cette tentative, c'est Pierre Gattaz, le président du MEDEF, qui annonce la volonté de créer un SMIC jeune. Un SMIC jeune signifierait un salaire encore plus bas que le SMIC pour des jeunes qui galèrent au quotidien, pour des jeunes qui n'ont pas d'avenir dans ce système capitaliste, qui cherche à faire toujours plus de profit sur notre dos et sur celui des salariés au profit d'une minorité qui s'enrichit toujours plus.

Le gouvernement veut réduire les dépenses publiques à hauteur de 50 milliards d'euros d'ici 2017. Que ce soit par la suppression des APL ou pas, par un SMIC jeune ou pas, il trouvera bien un moyen de nous faire payer la facture!

Mais cette facture ce n'est pas à nous de la payer. Nous devons nous battre dès maintenant contre la dégradation de nos conditions de vie, d'étude et de travail et être prêt à réagir aux futures attaques que nous prévoit le gouvernement.

Yaya Le Mans

MOBILISATION À PARIS VIII CONTRE L'APPLICATION DE LA LOI FIORASO !

La loi Fioraso, adoptée par le gouvernement l'année dernière, entraîne le regroupement des universités Paris 8 et Paris 10 dans un même pôle. Les conséquences sont multiples : des instances décisionnelles encore moins représentatives des étudiant-e-s et personnels, une réduction du temps des cours impliquant le rendu en urgence de nouvelles maquettes de formations par les enseignant-e-s, la mise en place d'un système de cotation de primes chez les personnels BIATOSS, la suppression autoritaire de 6 filières dès aujourd'hui et la dégradation de nos conditions d'étude.

Un travail militant de préparation et la mobilisation qui se déclenche !

Cela faisait déjà quelques semaines que des réunions intersyndicales, petites AGs et rassemblements aux CAs avaient lieu entre étudiant-e-s, personnels BIATOSS et enseignant-e-s pour protester contre cette réforme. Mais face à l'ignorance de la présidente, nous avons décidé de passer à la vitesse supérieure. Ainsi début avril se sont enchaînées les actions de plus en plus massives et radicales : manifestations et assemblées générales à plusieurs centaines, rassemblement devant le bureau de la présidence et occupation de ses locaux (dont nous nous sommes fait délogés par les policiers et la BAC, appelés par la présidente !), piquet de grève sur 2h, etc. !

Les AGs ont permis de dégager des revendications : contre le regroupement avec Nanterre, contre la suppression de diplômes et de la session de rattrapage de septembre, contre la réduction du temps de cours, le nouveau règlement intérieur et la

réduction du budget. Mais aussi pour le droit à l'éducation, contre le désengagement financier de l'État, pour une rallonge budgétaire pour notre fac, pour la titularisation des précaires sans condition de nationalité, pour la régularisation des étudiant-e-s sans-papiers, entre autres.

En plus de chercher à massifier le mouvement sur notre propre université et de faire le lien avec les étudiant-e-s et personnels de Nanterre, nous avons participé au cortège des secteurs en lutte de la manifestation du 12 avril, contre les politiques du gouvernement. Ce jour-là, à une cinquantaine, nous nous sommes mobilisé-e-s aux côtés des postier-e-s du 92, en grève depuis plus de trois mois contre les licenciements des précaires et la répression; ainsi qu'avec les intermittent-e-s et les précaires du spectacle.

Même si la mobilisation retombe du fait des partiels qui arrivent, il est clair qu'elle a permis à une nouvelle génération d'étudiant-e-s de faire une expérience de mobilisation qui ne pourra que nous renforcer pour les batailles à venir! Les conséquences de la loi Fioraso vont continuer et même s'aggraver l'année prochaine. Il va donc falloir qu'on s'organise, qu'on résiste et qu'on lutte tou-te-s ensemble pour la combattre ! La mobilisation à Paris 8 est un petit exemple qui montre que c'est possible !

Le comité Paris 8

HISTOIRE DE LA MARCHE DES FIERTÉS LESBIENNES GAY BI ET TRANS

Le 28 juin prochain aura lieu à Paris, ainsi que dans plusieurs villes de province le même mois, la marche des Fiertés Lesbienne Gay Bi et Trans (LGBT). Cette manifestation contre l'homophobie et pour l'égalité des droits entre homos et hétéros a lieu tous les ans et est ouverte à tou-te-s.

La marche des fiertés commémore les trois nuits de révolte qui ont suivi une descente de police au Stonewall Inn, un bar gay de Greenwich Village, à New York, dans la nuit du 28 juin 1969. Jusqu'à 2000 lesbiennes, gay, bi et trans se sont affrontés à la police, pavés et tessons de bouteille faisant office de projectiles. Si cette intervention policière a marqué les esprits par l'ampleur des émeutes qui ont suivi, ce n'est pas la première et elle s'inscrit dans un contexte de harcèlement, de répression policière permanente des LGBT et de législation homophobe (interdiction de servir de l'alcool aux homosexuel-le-s, interdiction de se travestir, etc.). On considère souvent cet épisode comme acte de naissance du premier mouvement LGBT militant.

L'année suivante, à la même date, une manifestation est organisée en référence à ces événements avec pour mot d'ordre « Come out ! » (« Sortez ! », sous entendu « affirmez votre homosexualité ! »), et elle a depuis lieu tous les ans, à New York, le dernier week-end du mois de juin. Cette initiative s'est rapidement diffusée, dans le reste des Etats-Unis et du monde. En 1970 a lieu la première LGBT Pride (appelée initialement Gay Pride) à Londres. Deux ans plus tard, ce sont plusieurs centaines de personnes qui défilent à San Francisco ainsi qu'à Munster, en Allemagne et à Toronto au Canada.

En France, la première manifestation faisant explicitement référence aux révoltes de Stonewall date de 1979. Mais dès le début des années 1970, plusieurs marches avaient déjà ouvert la voie : en 1971, des militants du F.H.A.R. (Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire) défilent en queue de la manifestation du 1er Mai, mais leur participation y est très mal accueillie : la CGT dira que « c'est une action

étrangère à la classe ouvrière ». En 1977 à lieu à Paris, au mois de juin, une nouvelle marche de protestation, impulsée par le GLH (Groupe de Libération Homosexuelle) et le MLF (Mouvement de Libération des Femmes). Il s'agit d'actions de coming-out qui visent à rendre visible d'autres sexualités que celles imposées par une société hétéronormée et à lutter contre des lois homophobes : l'homosexualité est encore pénalisée en France et qualifiée de « crime contre nature », elle est classée par la psychologie freudienne dans le champ des maladies mentales et considérée par les organisations d'extrême gauche comme une déviance petite bourgeoise.

Pendant de nombreuses années, la marche ne regroupe pas plus d'un millier de manifestants. Il faut attendre le milieu des années 1990, et l'organisation à Paris de l'Europride (Marche des fiertés européenne) ainsi que le mouvement pour le Pacte Civils de Solidarité (PaCS) pour que le nombre de cortèges et de manifestants se multiplie, allant parfois jusqu'à plusieurs centaines de milliers. En même temps que la manifestation parisienne grossit, d'autres voient le jour dans plusieurs villes de province. En 1994, des marches ont lieu à Rennes et Marseille, ainsi qu'à Montpellier, Nantes et Toulouse l'année suivante. L'année dernière, dix-neuf marches avaient lieu en France.

La massification de la marche ne s'est pas faite sans une certaine dépolitisation. Pour certains bars, magasins et boîtes de nuit, la marche fonctionne comme un espace publicitaire fédérant une potentielle clientèle et est donc l'occasion de faire du profit. Toutefois, de nombreuses enseignes y ont toute leur place en tant que lieux d'accueil, de sociabilité et de refuge pour la communauté, dans une société encore

largement LGBT-phobe.

À quand un nouveau Stonewall ?

Cette marche est chaque année l'occasion pour les lesbiennes, les gays, les bis et les trans de reprendre la rue et d'affirmer notre fierté ainsi que notre colère, de façon collective.

Aujourd'hui, transgresser les normes hétérosexuelles c'est être sujet aux préjugés, aux discriminations, au harcèlement et au rejet, dans sa famille, à l'école ou au travail. L'homophobie est la première cause de suicide chez les jeunes et plus de la moitié des homosexuel-le-s ne dévoilent pas leur identité sexuelle sur leur lieu de travail. La Marche des fiertés est donc une manifestation de refus de l'invisibilité imposée par une société hétéronormée et une manière d'affirmer en positif nos existences. Il s'agit de retourner collectivement le stigmate : à ceux qui veulent nous isoler dans la honte, opposons-leur que nous sommes fier-e-s !

Cette marche est aussi un moment de luttes et d'affirmation de nos revendications. Dans les années 1970, le mot d'ordre était celui de la dépénalisation ; dans les années 1980 la mobilisation se cristallise autour de la lutte contre le SIDA ; et depuis 1990, nous nous battons pour l'égalité des droits entre homos et hétéros. C'est dans la rue et par nos luttes que nous avons obtenu le PaCS, puis le mariage pour tou-te-s et l'adoption pour les couples de même sexe mariés.

Cette année, autant que les années précédentes si ce n'est plus, il y a un enjeu à être le plus nombreuses et nombreux possible à défiler. Alors que nous avons vu descendre dans la rue ces derniers mois, contre l'égalité



Dans la nuit du 27 au 28 juin 1969, le Stonewall Inn, un bar qui accueille la communauté homosexuelle, est à nouveau la cible d'une descente de police. Cette nuit-là, les clients ont résisté. Les émeutes durèrent toute la nuit... et pendant plusieurs jours.

des droits, les franges les plus réactionnaires du pays, le gouvernement est allé de reculs en renoncements. Après avoir repoussé l'accès de toutes les femmes et notamment des lesbiennes à la Procréation Médicalement Assistée, il a définitivement enterré le projet. Très récemment, un couple de lesbienne s'est vu refusé l'adoption de l'enfant qu'elles avaient conçu légalement par PMA. Dans ce contexte, les fachos ont repris confiance et nous agressent. En 2013, SOS homophobie recense une hausse de 42% des cas rapportés d'agressions homophobes en France. Alors à nous de reprendre la rue, la peur doit changer de camp ! Toutes et tous à la Marche des fiertés LGBT en juin !

Emma Paris 8

Marches des fiertés LGBT 2014

- ANGERS – 17 mai
- ARRAS – 24 mai
- AUXERRE – 31 mai
- AVIGNON – 14 juin
- BIARRITZ – 21 juin
- BORDEAUX – 7 juin
- CAEN - 17 mai
- DIJON – 17 mai
- GRENOBLE - 17 mai
- LILLE – 7 juin
- LYON – 14 juin
- MARSEILLE – 5 juillet
- METZ - 14 juin
- MONTPELLIER – 12 juillet
- NANCY – 31 mai
- NANTES – 14 juin
- NICE – 19 juillet
- PARIS – 28 juin
- POITIERS - 17 mai
- RENNES – 7 juin
- ROUEN – 14 juin
- STRASBOURG – 14 juin
- TOULOUSE – 14 juin
- TOURS – 14 juin



crise, révolte, instabilité, ...

LE MONDE EN ÉBULLITION !

DE QUOI L'UNION EUROPÉENNE EST-ELLE LE NOM ?

L'histoire de la « construction européenne » est souvent présentée comme une épopée ponctuée par la signature de grands traités. De celui de Paris qui fonde la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1952 à celui de Maastricht qui crée l'UE en 1992 et jusqu'aujourd'hui, on peut en fait distinguer deux phases dans la mise en place de cette alliance entre bourgeoisies européennes, qui se maintient malgré la crise depuis 2007. Avec une grande constante : le caractère impérialiste et profondément antipopulaire du processus.



De la CECA à l'UE : la stratégie des bourgeoisies dominantes du continent

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, qui avait été déclenchée par les rivalités entre bourgeoisies ouest-européennes, l'Europe est exsangue. C'est sous la domination de l'impérialisme Etats-unien que se crée l'organisation européenne de coopération économique (1948) chargée de la mise en place du Plan Marshall, et la CECA qui devient la CEE en 1957. L'enjeu est de reconstruire un marché intérieur puissant et dynamique, et de contenir la pression du bloc soviétique. Mais il s'agit aussi de contrer la poussée ouvrière et populaire qui avait émergé du fait de l'immense discrédit des classes dominantes lié à la guerre.

L'approfondissement et l'élargisse-

ment de la CEE, entérinés par l'Acte unique de 1986 puis par la mise en place de l'UE et de l'euro, sont permis par le changement de la situation mondiale. A la fin des années 1970, plusieurs facteurs permettent aux impérialismes les plus puissants du continent de passer à l'offensive. La guerre au Vietnam et la crise économique ont entamé l'hégémonie américaine. L'effondrement progressif du bloc soviétique leur permet de commencer à se subordonner les pays de l'Est. La clôture du cycle de lutte de classes constitué par les « années 68 » permet le début des attaques contre les acquis du mouvement ouvrier. Et, du côté de la périphérie (néo)coloniale, c'est l'effondrement définitif des projets nationalistes, au profit de gouvernements entière-

ment soumis à l'impérialisme qui mettront en place l'ajustement structurel.

Pour une Europe des travailleurs et des peuples

L'UE du capital actuelle provient donc de cette période, dont les bourgeoisies les plus puissantes d'Europe ont profité à leur manière. Si la crise mondiale a ravivé les rivalités entre membres de l'UE, cette dernière est resté l'outil à travers lequel elles défendent le mieux leurs intérêts. L'euro, bien qu'un temps fragilisé, reste le meilleur moyen pour elles de diffuser leur capital dans les pays de l'Est et du Sud du continent, dont il gonfle artificiellement le pouvoir d'achat pour en faire de loyaux clients. Les institutions de l'UE continuent de servir de paravents aux patronats nationaux pour coordonner leurs attaques contre

les travailleurs et les jeunes, via le chantage à l'équilibre budgétaire et à la dette. L'intégration de l'Ukraine se négocie ainsi en échange d'un plan d'ajustement structurel drastique. Enfin, l'UE continue de permettre aux capitalistes européens de faire bloc contre la concurrence américaine ou chinoise, à travers la protection du marché commun et le soutien aux investissements. Néanmoins, elle est aujourd'hui profondément délégitimée, discrédit qui doit être l'occasion de dévoiler de quoi l'UE a toujours été le nom.

On voit donc à quel point ceux qui prétendent réformer l'UE, la rendre plus « démocratique » ou « sociale », sèment des illusions. Il faut lutter contre cet outil au service des capitalistes les plus puissants d'Europe, en s'affrontant dès aujourd'hui à ce gouvernement PS-Médef qui cherche à se dédouaner en accusant une commission de Bruxelles qu'il co-dirige. Avec l'UE, les patrons nous attaquent main dans la main, par exemple avec le processus de Bologne en ce qui concerne les facs. Il est temps que nous aussi nous nous unifiions pour résister par delà les frontières, et tracer la voie de la seule Europe de paix de prospérité qui soit possible, l'Europe des travailleurs et des peuples, l'Europe socialiste.

Guillaume Paris 1

Le souverainisme n'est pas une solution !

Dans plusieurs pays impérialistes (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Autriche) des partis d'extrême-droite pourraient arriver en très bonne position le 25 mai prochain. Ils présentent le retour réactionnaire et xénophobe aux frontières nationales, rompant avec l'euro et l'UE, comme une solution face aux souffrances imposées aux couches populaires. Mais une telle politique n'a d'autre objectif que de dresser les uns contre les autres les travailleurs pour le plus grand profit des capitalistes. Elle dédouane les bourgeoisies impérialistes, à commencer par la France, de leurs responsabilités dans la politique menée au sein de l'UE.

En plus, un retour au franc et aux taxes douanières signifierait une offensive accrue du patronat par la dévaluation et la baisse des salaires pour améliorer la compétitivité contre leurs concurrents.

Regrettablement, des partis « de gauche » défendent, certes depuis une autre perspective, le même repli national. Or, la rupture éventuelle d'un pays avec l'UE n'annulerait en aucun cas son caractère capitaliste et impérialiste. Ainsi, européistes et souverainistes ne diffèrent que sur la meilleure manière de défendre les intérêts impérialistes et de classe.

Philippe Paris 8

Rapport sur le climat

LE CAPITALISME TUE !

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) a rendu le 13 avril son rapport, le 5ème depuis celui de 1990, qui montrait déjà le lien entre émissions de gaz à effet de serre et réchauffement global. Pourtant, malgré 25 ans de promesses sur le « développement durable », les émissions ont suivi le pire des scénarios que faisait le GIEC et se sont accélérées.

On connaît de mieux en mieux les conséquences que cela va avoir si rien ne change : montée des eaux d'un mètre d'ici à 2100, propagation de maladies facilitée, à la fois plus de sécheresses et d'inondations, menaces sur un tiers des espèces vivantes, perturbation de l'agriculture...

Le rapport confirme qu'à l'échelle mondiale, les pays dominés subiront davantage les crises écologiques, et en particulier l'Afrique et l'Amérique du sud sont plus exposées à l'insécurité alimentaire. Et dans chaque pays, les plus frappés seront les plus pauvres, donc la classe travailleuse. Les tensions pour les ressources ne peuvent qu'augmenter, y compris au pôle Nord qui en se dégelant est en train de devenir un nouveau terrain de luttes entre impérialistes pour les hydrocarbures, les minerais... L'ensemble de ces risques est tel que le GIEC évoque des « risques pour la stabilité mondiale ».

Il est facile pour nos médias de pointer du doigt la Chine, qui a détrôné en 2006 les États-Unis comme plus gros émetteur au monde, alors que les émissions des États-Unis comme de l'Europe ont continué à augmenter, et que les multinationales occidentales implantées en Chine représentent une bonne part des émissions chinoises !

Une étude de 2013 montre que 90 entreprises sont responsables de 2/3 des émissions. C'est là le cœur du problème : ce sont les capitalistes qui dirigent les moyens de produire, et donc de polluer. Ce sont donc les travailleurs du monde entier, en luttant pour renverser ceux qui les exploitent, qui peuvent réellement révolutionner les usines, les transports, la consommation...

Le GIEC ne dit bien sûr pas cela, mais vante des fausses solutions dans le cadre du système : développement du nucléaire malgré Fukushima, des agro-carburants alors qu'ils menacent l'agriculture vivrière des pays pauvres... Autre idée empoisonnée : stocker sous terre le CO2 pour éviter l'effet de serre. Irrresponsable et dangereux (les bulles peuvent s'échapper brusquement et asphyxier la population), mais pratique pour justifier de continuer à exploiter le charbon pendant plus de 150 ans...



Mais nous n'avons pas à choisir entre la peste et le choléra. Il est possible de sortir rapidement du nucléaire, du pétrole et du charbon. Cela nécessite de débloquer l'argent que les capitalistes refusent d'investir dans les énergies

renouvelables, et surtout, de mettre fin au mode de production capitaliste, à ses aberrations et à son productivisme.

Julien Paris

Brésil

MOBILISATIONS POPULAIRES CONTRE LA COUPE DU MONDE ET RETOUR DES GRÈVES OUVRIÈRES



Rien ne va plus au Brésil. Les images qui nous parviennent en France par les médias, auparavant plages, samba, carnaval et football, ont été remplacées par celles d'émeutes, grèves ouvrières et surtout celles de manifestations massives contre la Coupe du monde. C'est que le coût économique et social extrêmement élevé de la Coupe est devenu le symbole d'un malaise social profond.

Un Coupe bien trop chère à payer pour les classes populaires

Tout le monde n'a pas des raisons de se réjouir de la tenue de la Coupe au Brésil. Certainement pas les huit ouvriers du bâtiment morts victimes des conditions de travail inhumaines dans les travaux de construction de stades et d'infrastructures. Ni les 170 000 familles expulsées de leurs logements au profit de ces mêmes travaux.

Un racisme « Made in Brasil »

Le racisme au Brésil est profondément ancré dans les institutions. Il suffit

de regarder la place des Noirs dans la société brésilienne : entassés dans les favelas dans des conditions indignes, vivant avec des salaires de misère, habitant à plusieurs heures de leurs lieux de travail, et cela s'ils ne croisent pas la police sur leur chemin !

Alors que le pays est habitué à voir des jeunes et travailleurs noirs se faire assassiner par la police tous les jours dans la plus totale impunité (il faut comprendre, avec la Coupe qui s'approche, il faut bien « pacifier » les favelas), cette fois-ci des mobilisations ont eu lieu contre le « nettoyage social » organisé par la police. C'était le cas lors de la mort du jeune ouvrier noir Amarildo et du danseur Douglas, assassinés brutalement par les forces de l'ordre. Cette fois-ci, les mobilisations ont réussi à imposer une enquête sur les faits et arrêter les responsables. Une première dans le pays.

« Não vai ter arrego ! » (On ne reculera pas !)

A ces mobilisations populaires s'est

joint un mouvement ouvrier rajeuni. Les grandes manifestations de juin dernier qui ont débuté avec la hausse des prix des transports ont été les prémices d'une contestation ouvrière montante et de grèves de plus en plus nombreuses et spectaculaires dont le meilleur exemple a été celle des « garis » (éboueurs) de Rio de Janeiro. Un autre exemple tout récent est la grève nationale des conducteurs de bus qui touche un pays dépendant de ce type de transport.

De la même manière, avant même les mobilisations de juin dernier, une succession de grèves a mis à mal la construction par GDF-Suez du barrage de Jirau dans la région amazonienne, donnant les premiers signes que la classe ouvrière brésilienne commençait à relever la tête. Plus en général, toutes les statistiques montrent une augmentation considérable du nombre de grèves depuis 2012. C'est évidemment un scénario de ce type, où le mouvement ouvrier surgirait avec ses propres méthodes de lutte et gagnerait en visibilité à cause de la Coupe, qui fait peur aussi bien aux dirigeants de la FIFA qu'au gouvernement brésilien.

Solidarité internationale

Un appel à des manifestations de solidarité internationale a été lancé pour le jour de l'ouverture de la Coupe du Monde, le 12 juin. C'est une occasion pour que les jeunes et les travailleurs de France expriment leur solidarité avec les jeunes et les travailleurs du Brésil.

Effectivement, rien ne va plus au Brésil. Et tant mieux !

Sebastian ENS

Un printemps bosniaque ?



Si l'Ukraine a fait les gros titres des journaux ces derniers temps, ce n'est pas le seul pays d'Europe de l'Est à avoir connu des bouleversements sociaux récents. La Bosnie, pays d'ex-Yougoslavie, a connu des mouvements importants depuis le mois de février.

Qu'ils s'en aillent tous...

C'est à Tuzla, la troisième ville du pays que les protestations ont commencé. Cet ancien centre industriel du pays a été frappé durement par les privatisations massives des entreprises, qui ont progressivement cessé de payer leurs employés. Début février, 600 chômeurs se sont rassemblés devant le siège du gouvernement cantonal, rejoints par des jeunes et les travailleurs des entreprises mises en faillite récemment.

La contestation s'est ensuite étendue à une vingtaine de ville du pays, dont Sarajevo, la capitale. Dans ce pays où 43% de la population est au chômage, c'est contre les effets du libéralisme économique, de l'ingérence internationale et de l'incapacité de la classe politique à répondre à l'urgence sociale que les jeunes et les travailleurs se sont révoltés. Le slogan « Qu'ils s'en aillent tous » résume le ras le bol de ces manifestants.

... Les solutions viendront des jeunes et des travailleurs.

Ces manifestations ont d'abord réussi à venir à bout du gouvernement can-

tonal de Tuzla, avant de réclamer la démission du gouvernement fédéral. Face à ces mobilisations, l'État n'était plus en capacité de se maintenir. En effet, la proposition d'élections anticipées a été largement rejetée par les manifestants, organisés en assemblées citoyennes, les « plenums ». Pour eux, les institutions ne correspondaient plus à rien, et seule une démocratie directe était une solution.

Le fonctionnement des institutions de la Bosnie depuis les accords de Dayton en 1995 ne permet pas d'espérer un changement par les urnes. De plus, c'est un rejet total du fonctionnement du pays qui ressort de ces protestations. La population manifeste également un rejet des nationalismes et une volonté de reprendre leurs affaires en main.

C'est une révolte qui a permis de mettre sur le devant de la scène les intérêts de l'ensemble de la population de Bosnie à travers le rejet des institutions. C'est un événement notable dans une période où se sont généralement les nationalistes, l'extrême-droite et les réactionnaires qui tirent leur épingle du jeu de la situation. C'est l'occasion de se rappeler que, sous l'impulsion de mouvements sociaux d'ampleur, la société peut changer. Affaire à suivre...

Violaine Lille

Egypte

CONTRE-RÉVOLUTION À L'AUBE DES ÉLECTIONS.

Alors que la présidentielle des 26 et 27 mai devrait porter l'ex-maréchal Abdel Fatah Al-Sissi à la tête de l'Égypte, la contre-révolution est en marche.

Le 28 avril, un juge a ainsi condamné 683 présumés islamistes à la peine de mort. Quelques heures plus tard, c'est l'interdiction du Mouvement du 6 avril qui est décrétée (mouvement de jeune de gauche qui a participé à la chute de H.Moubarak en 2011 et à celle de M.Morsi en 2013). Quant à son leader, Ahmed Maher, il a été condamné quelques jours plus tôt avec plusieurs autres militants à purger une peine de trois ans de prison pour avoir bravé la loi restrictive sur les manifestations, adoptée par le pouvoir en automne dernier.

Au-delà des Frères musulmans et de leurs partisans, ce sont toutes les voix dissidentes qui sont aujourd'hui étouffées. Les manifestations de masses demandant la chute du régime ont laissé place à des campagnes de soutien aux prisonniers politiques enfermés et torturés dans les prisons de l'armée. Malgré certains comités de soutien aux grévistes dans de nombreux secteurs, le mouvement ouvrier reste en majorité attentiste face aux prochaines élections.

Il n'y a pas de suspense sur le vainqueur des



prochaines échéances électorales, qui opposeront l'ex-maréchal Al-Sissi, grand favori (qui a le soutien de la majorité des médias) à Hamdine

Sabahi, candidat nassérien qui reçoit le soutien critique d'une partie de la gauche révolutionnaire. Car à défaut d'être le candidat de la révo-

lution, ce dernier est aujourd'hui le candidat civil face au candidat de la contre-révolution. L'enjeu des prochaines élections pour les révolutionnaires est de faire émerger la possibilité d'une 3e voie révolutionnaire entre l'armée et les Frères musulmans.

Le processus révolutionnaire est encore ouvert. Après les élections, les syndicats indépendants comptent reprendre les grèves, sachant que les Égyptiens vont subir les effets de la récente décision du gouvernement de supprimer progressivement les subventions à la consommation. (Ce qui implique l'augmentation des prix du gaz, de l'électricité et de l'essence.)

Le prochain président devra alors faire face à cette augmentation de prix qui avait fait descendre dans les rues des millions de jeunes et de travailleurs contre le régime de M.Morsi.

La révolution continue !

Thomas Marseille

POURQUOI SOMMES-NOUS INTERNATIONALISTES ?

Internationalisation, supranationale, transnationale... Des mots que l'on entend tout le temps dans les médias pour parler de l'économie, des relations entre les pays. Par contre le terme internationalisme se fait oublier. Pourtant il s'agit d'un fondement du mouvement ouvrier dès ses premières heures, l'idée qu'il faut une solidarité internationale des travailleurs pour s'entraider et affronter un système qui est déployé à l'échelle internationale !

Le capitalisme: un système international !

Personne ne peut dire le contraire, le capitalisme est un système international mais il faut revenir sur son origine pour comprendre pourquoi. Dès sa naissance il est orienté vers le marché mondial. La spécialisation du commerce international, l'exportation par les premiers pays capitalistes industrialisés de produits manufacturés, l'importation de matières premières en provenance des «sous-développés», la conquête de marchés dans ces pays, ont accompagné chaque pas en avant du mode de production capitaliste.

C'est dans ce contexte qu'est apparu l'impérialisme au cours du XIXe siècle : une politique d'expansion du capitalisme par les pays capitalistes comme la France, l'Angleterre ou l'Allemagne... Ainsi l'Afrique a vu la part de ses territoires appartenant aux puissances européennes passer de 10,8% en 1876 à 90,4% en 1900. L'idée très simple était d'imposer à un pays un modèle économique et d'imposer à son peuple une surexploitation au profit des pays dominants. C'est comme cela que certains pays se sont vus bloqués dans leur développement en étant spécialisés dans la production d'un produit spécifique. Ainsi, les pays dominants bénéficiaient d'un marché qui produisait à la commande et les pays dominés étaient dépendants économiquement des pays du centre. Nous avons assisté à la mise en place d'une organisation internationale du marché du travail et de la production.

Mais la concurrence entre les pays

capitalistes débouchait automatiquement sur des conflits de plus en plus violents au fur et à mesure que le monde était découpé : guerre dans les colonies mais surtout la première guerre mondiale qui avait comme but, pour les grandes puissances, de trancher leurs désaccords sur la domination du monde.

Au fur et à mesure, avec l'expansion du capitalisme et la concurrence de plus en plus violente, il était nécessaire pour les capitalistes de se coordonner à l'échelle internationale et de créer des structures pour aller dans leur sens : 1951 la communauté européenne du charbon et d'acier, 1957 la communauté économique européenne puis l'Union européenne en 1992. Mais de tels accords existent partout dans le monde : Accord de libre-échange nord américain en 1994... Ce sont des accords d'échange mais surtout des moyens pour les capitalistes de se partager les différents marchés de manière à s'assurer la plus grande part de profit !

Pour les entreprises la situation est la même

C'est à l'échelle internationale qu'ils discutent aussi des moyens de nous faire payer la crise. Très souvent l'Organisation de coopération et de développement économique, qui est un regroupement des plus grandes puissances économiques du monde, émet des avis sur la politique à mener contre les jeunes et les salariés : réformes des retraites, flexibilisation du travail... Toujours dans un seul but: mieux se coordonner pour casser notre

avenir en assurant leurs profits !

L'internationalisme : un fondement du mouvement ouvrier !

Le développement du capitalisme a tout de suite posé la question de l'organisation de la société en deux classes antagonistes, obligeant la classe ouvrière à s'organiser pour

« Nous avons plus en commun avec les jeunes et les salariés de tous les pays qu'avec les patrons français. (...) En réalité l'internationalisme est une solidarité de classe, entre ceux qui n'ont aucun intérêt à voir ce système perdurer. »

défendre ses droits. Au début au niveau local mais très rapidement ce fut une organisation à l'échelle internationale qui apparut, avec l'Association internationale des travailleurs en 1864. Cette organisation défendait très



Le Première International. Congrès de Genève (3-8 septembre 1866).

concrètement les intérêts des travailleurs. Par exemple, lors de grèves, les patrons faisaient appel à des travailleurs d'autres pays pour les remplacer. L'Internationale parvenait à limiter cela en prônant le refus de remplacer les grévistes au nom de la solidarité entre les travailleurs. C'est cette internationale que célèbre la plus connue des chansons révolutionnaires.

C'est le reflet d'une réalité claire: la division en classes de la société. Nous avons plus en commun avec les jeunes et les salariés de tous les pays qu'avec les patrons français. Nous sommes toutes et tous exploités à l'échelle internationale peu importe notre origine, nous devons vendre notre force de travail pour pouvoir survivre. Nous faisons face aux mêmes réalités économiques ou politiques : ce sont les capitalistes qui dirigent la société, ceux qui nous exploitent, qui cherchent à tirer nos salaires vers le bas pour augmenter leurs profits! En réalité l'internationalisme est une solidarité de classe, entre ceux qui n'ont aucun intérêt à voir ce système perdurer. C'est dans ce sens que l'Internationale socialiste a lancé à partir de 1889 la fête internationale des travailleurs du 1er mai, et que l'Internationale communiste a lancé la journée féministe du 8 mars.

Aujourd'hui encore affirmons notre internationalisme !

Avec la crise, des courants politiques prônent de plus en plus des pseudo-

solutions de repli national. Et particulièrement l'extrême droite et ses idées chauvines, nationalistes... Mais ils ne proposent en fait qu'une autre variante de capitalisme, et donc qu'une autre façon de nous exploiter.

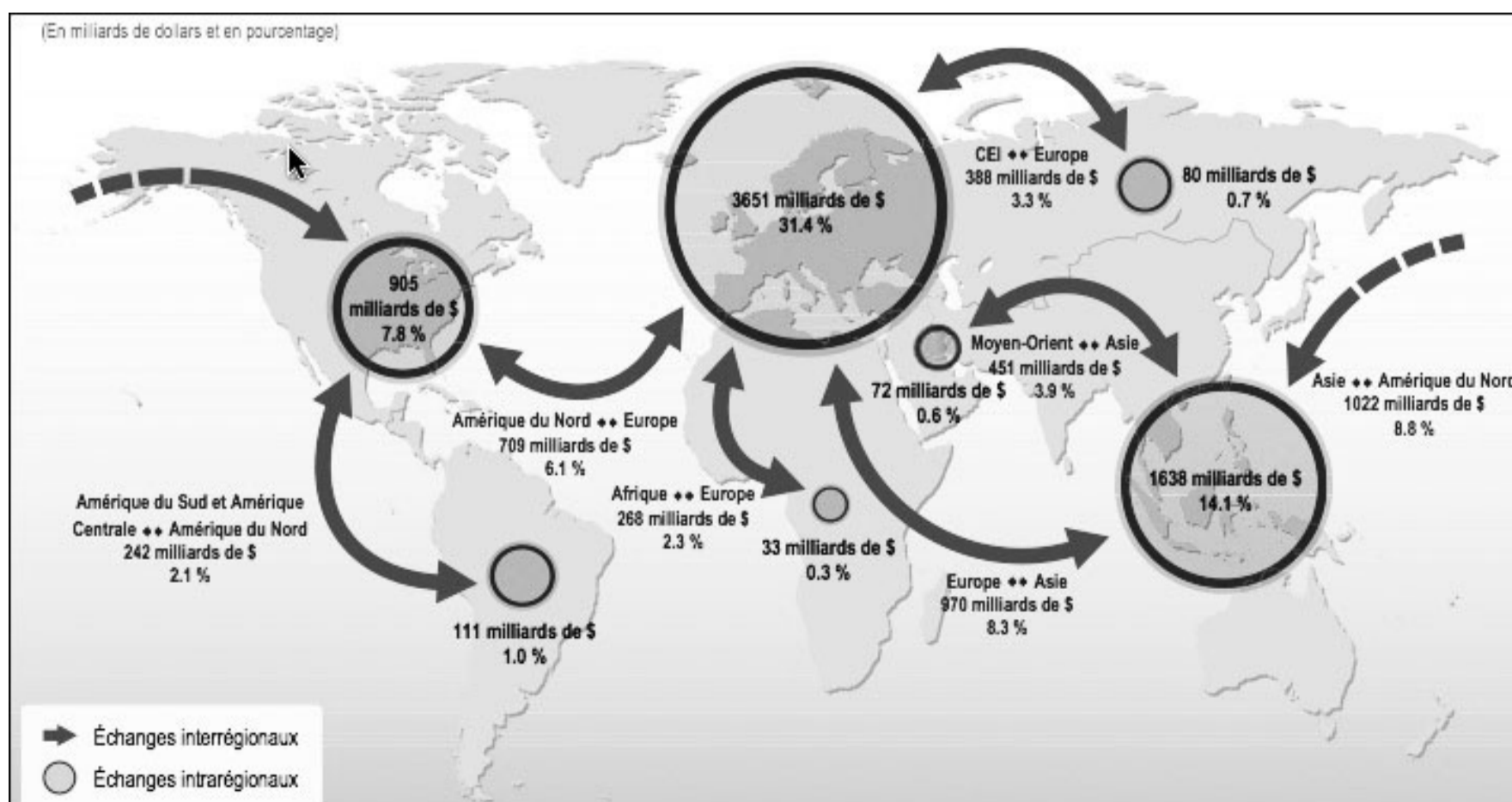
L'économie mondiale est interdépendante, les pays ont des ressources naturelles différentes... Aujourd'hui, cela se traduit par des relations de domination, que nous pouvons et devons remplacer par l'égalité et la coopération. Le capitalisme est un système à l'échelle mondiale et c'est en cela que le renversement du capitalisme doit se faire à l'échelle internationale.

Nous ne pouvons pas souhaiter la fin de l'exploitation et des oppressions dans un seul pays. Notre projet est de défaire de leurs chaînes tous les jeunes et les salariés peu importe leurs origines. De plus, il est impossible de renverser le capitalisme dans un seul pays. Tant que ce système perdurera, les capitalistes organiseront pour éviter qu'il existe un endroit qui échappe à leurs profits, ils mèneront une politique implacable pour récupérer ce territoire quitte à justifier des interventions militaires comme cela a pu se faire à Cuba dans les années 1960.

Pour nous, la solution sera internationale tant pour la libération des travailleurs de tous les pays que pour mettre en place une société qui ne souffre d'aucun manque et est en capacité de subvenir aux besoins de toutes et tous ! C'est pour cela que nous défendons une révolution internationale. Pour cela, nous pensons que nous devons nous organiser à l'échelle internationale. Que cela soit prendre exemple ou tirer les bilans de ce qu'il se passe à l'échelle internationale, pour aider les luttes des travailleurs dans tous les pays et proposer une politique de rupture avec le capitalisme à l'échelle internationale. Comme cela n'est pas automatique, il est nécessaire de s'organiser et d'avancer consciemment dans ce sens.

Il ne reste plus qu'une chose à dire : « Proletaires de tous les pays unissez-vous! ».

Hermann 92nord



SEXUALITÉS

La sexualité est diverse selon l'époque, le lieu, etc. En un mot, selon les sociétés. Les normes en matière de sexualité n'ont rien de naturel. Les injonctions à l'hétérosexualité, au couple monogame ou encore à faire des enfants sont autant de normes qui nous sont imposées et que nous devrions remettre en cause. Une première révolution consiste à parler des sexualités et non de la sexualité: malgré les normes que la société nous incite à adopter, les sexualités sont plurielles.

L'orgasme, C'EST RÉVOLUTIONNAIRE ?

La sexualité a une place contradictoire dans la société : à la fois exhibée dans la pub et sur internet, et taboue dans le cadre familial et dans l'éducation. Dans les normes véhiculées par la société, les femmes sont censées prendre du plaisir par pénétration, et de préférence avec un homme. La pénétration est vue comme l'acte suprême, tandis que tout le reste est relégué au terme de « préliminaires ». Autant dire qu'avec une vision pareille, c'est le plaisir des hommes qui est mis au centre des représentations et des pratiques, et que les sexualités non hétérosexuelles ne sont pas considérées comme des vraies sexualités. Pourtant, bon nombre d'études sur la sexualité des femmes (rapport Hite) démontrent que les femmes auraient plus d'orgasmes au cours de rapports lesbiens.

Quoi qu'il en soit, la pression qui repose sur les femmes en ce qui concerne l'orgasme est énorme. Si bien que beaucoup de femmes se demandent si elles n'ont pas un problème lorsqu'elles ne parviennent pas à jouir. On est souvent limité dans notre plaisir, parce que les normes nous empêchent de jouir comme on le désire. Un rapport sexuel heureux et épanouissant ne se réduit

pas à la recherche obsessionnelle de l'orgasme, que celui-ci soit vaginal ou même clitoridien (uniquement clitoridien, d'ailleurs, puisque c'est le seul qui soit attesté scientifiquement).

Que ce soit dans une relation hétérosexuelle ou homosexuelle, il y a l'idée assez répandue que le but ultime d'un rapport sexuel doit être l'orgasme, et que sans cela tout le monde est en échec : la personne qui n'a pas réussi à jouir, et la personne qui n'a pas réussi à faire jouir. En réalité, le plaisir ne devrait pas être une affaire de performance. On peut très bien prendre énormément de plaisir, voire plus parfois sans avoir d'orgasme. Ce n'est pas le facteur déterminant du plaisir, et bien souvent faire la course à l'orgasme est le meilleur moyen de se mettre la pression et de ne pas en avoir.

Pour jouir et avoir un maximum de plaisir, il faut se débarrasser des idées reçues que nous fixe la société et connaître ce qui nous fait plaisir, au-delà des normes que nous impose cette société : il y a des milliers de façons d'avoir du plaisir, le corps est vaste il suffit de l'explorer. Tous et toutes à vos sextoys, capotes, menottes, et ce que vous voulez !

Léa Nanterre

SAFE SEX ENTRE FEMMES

Les relations sexuelles entre femmes sont largement invisibilisées dans notre société: peu de représentations explicites de scènes de sexe, peu de campagnes de prévention, peu de guides pratiques... La déssexualisation des femmes se traduit aussi par une euphémisation des rapports sexuels lesbiens, qui sont souvent présentés comme des câlins innocents, tendres et inoffensifs. Dans ces conditions, difficile d'aborder clairement les problèmes qui peuvent s'y poser et les solutions pratiques.

Pourtant, les MST et IST peuvent parfaitement être transmises entre filles ; il y a même eu des (rares) cas de transmission du VIH. En fait, les femmes qui ont des relations sexuelles avec des femmes ont 15% de risques de contracter une MST/IST, contre 3% chez les hétéros, soit 5 fois plus ! Alors protégeons-nous et protégeons nos partenaires !

Le principal vecteur de transmission des MST/IST et du VIH reste le sang : pour éviter de s'y exposer, un tampon, ou mieux (car elle n'assèche pas) une mooncup, s'impose pendant les règles. Pour éviter les griffures, on se coupe et/ou lime les ongles : c'est plus safe et surtout plus agréable ! Idéalement, on utilisera des gants ou des

doigtiers en latex.

Pour les fluides corporels, il est possible d'utiliser un préservatif féminin (qui peut en plus être posé à l'avance), une digue dentaire (oui, le nom ne donne pas envie), achetée en pharmacie ou découpée dans une capote (on coupe le réservoir puis le tube dans le sens de la longueur). Et pour les sextoys, on met des préservatifs dessus et on nettoie bien avant et après selon le mode d'emploi.

Enfin, rappelons que les MST/IST se transmettent beaucoup plus facilement dans les milieux irrités, alors on s'assure d'une excellente lubrification : il existe des gels à base d'eau en cas de « panne », mais le mieux est évidemment que la lubrification soit spontanée et naturelle (ça s'appelle la cyprine), c'est-à-dire de s'assurer du consentement explicite et réciproque !

Chloé Sorbonne

LA GALE ET LA HARGNE



«Je ne viens de nulle part, mais a u c u n e destination. Ne me fie pas plus au hasard qu'à ma propre c o n d i - tion. Mais a u c u n e muselière de ma voix n'aura raison. Mettre le doigt où ça fait mal voilà le fond de mes ambitions.»

C'est par ces mots qu'elle impose son rap rebelle et contestataire. Elle c'est Karine Guignard alias la Gale, profession : rappeuse.

Ses influences musicales vont de Casey à NTM en passant par Public Enemy. Même si cela reste pour elle une reconversion après avoir fréquenté la scène pop-rock, ses textes savamment écrits satisferont les oreilles des plus puristes amateurs de rap conscient.

«Et des flics alcooliques qui n'attendent que de se mettre à table. Des bâtards de cobayes, voilà ce qu'on a fait de notre sort. T'étonne pas qu'on s'en aille ailleurs écrire le carnet de bord. Acharnement judiciaire, contrôle musclé. Croire qu'on cherche à plaire serait la thèse la plus erronée»

La richesse de sa prose vient de son esprit vif qu'elle partage avec des enfants dans un atelier d'écriture dans des écoles, sa hargne est issue d'un passé mouvementé à voir la violence du système, sa musicalité puise sa richesse des nombreux pays qu'elle a fréquentés.

2012 est l'année de la sortie de son premier album éponyme «la Gale» comportant une dizaine de titres d'une rare intensité. Parallèlement à sa carrière musicale cette artiste touche à tout s'est lancée dans le cinéma avec «De l'encre», un drame musical sur les coulisses du rap business réalisé par Hamé et Ekoué, les leaders de «La Rumeur». On l'a également vu dans «Opération Libertad» de Nicolas Wadimoff.

La Gale, une maladie bonne pour nos oreilles et nos yeux.



Critique de film

Qu'est-ce qu'on a fait au bon dieu ?

Un film sur la tolérance qui se réduit à une impressionnante collection de clichés et évacue complètement la question du racisme: Qu'est-ce qu'on a fait au bon dieu est d'une hypocrisie totale.

Soit un couple très vieille France dont les 4 filles se marient respectivement avec un Arabe, un Juif, un Chinois et un Ivoirien. Tensions et malentendus s'en suivent, mais à la fin ils formeront tous une famille super unie. C'est gnangnan, c'est prévisible et ça joue sur les préjugés les plus éculés : la famille africaine a le rythme dans la peau, le Chinois est poli et discret mais pratique les arts martiaux, l'Arabe est avocat... au tribunal de Bobigny où il défend des dealers noirs et arabes, etc. Sans oublier les catholiques français, évidemment riches, vieux et ennuyeux. La remarque censée émaner d'un voisin persifleur résume en fait parfaitement l'esprit du film : « Voilà la famille Benetton ».

Pire : le racisme est ici réduit à des préjugés individuels, curables par psychanalyse (!), sans qu'aucun système de domination n'en résulte : aucun des

quatre gendres n'est discriminé dans l'accession à l'emploi ou au logement, aucun n'a affaire à la police, ils ne sont pas sommés de prouver leur loyauté au « modèle républicain ». Au final, les Français « de la diversité » n'ont pas besoin de se battre pour l'égalité, l'Amour suffit ! Une femme blanche et une belle famille accueillante.

Ainsi, un Français et un Ivoirien au départ hostiles peuvent-ils se lier d'amitié (ivres et professant une mutuelle admiration pour De Gaulle...) une fois le problème de la domination structurelle (« la France a pillé l'Afrique ») relégué au rang de récrimination de mauvaise foi.

Cette cynique escroquerie a au moins le mérite de montrer, non seulement que le racisme ne se combat pas à coup de bons sentiments, mais justement que le moralisme politiquement correct s'acoquine à merveille avec les clichés les plus imbéciles. Ce pseudo anti-racisme officiel qui n'a jamais permis d'avancer d'un pas dans le combat pour l'égalité est bien notre ennemi.

une semaine pour la RÉVOLUTION

Les Rencontres internationales de jeunes sont un camp de jeunes, organisé par la IVe Internationale. C'est une semaine de rencontre entre militants, sympathisants et curieux de toute l'Europe et au-delà. Une semaine où l'on est réuni pour discuter de comment changer le monde, comment renverser le capitalisme, comment mettre en place une société plus juste et nous offrir un avenir. Des débats, des meetings, des formations, des fêtes ont lieu tous les jours. C'est aussi une semaine où l'on tente de pratiquer nos idées: lutte contre les préjugés sexistes, racistes, homophobes..., partage des richesses, autogestion, etc.. Cette année, les RIJ ont lieu en France, du 3 au 9 août. Il y a aujourd'hui mille raisons de se révolter. Les RIJ sont une semaine pour passer de ces révoltes à la révolution! Pour t'inscrire, contacte-nous !

Le programme des débats lors des Rencontres internationales de Jeunes

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi
<p>formation Où en est la lutte des classes aujourd'hui à l'échelle internationale ?</p> <p>espace femmes Pourquoi l'auto-organisation des femmes ?</p> <p>ateliers 1) les transformations économiques et les processus d'urbanisation 2) le rôle de la jeunesse dans la lutte des classes 3) l'université dans la division du travail au XXI^e siècle 4) les résistances des travailleurs en Asie du Sud-Est (l'exemple des grèves dans l'industrie du textile au Cambodge et au Bangladesh) 5) l'exemple de la grève des postiers en France 6) la lutte pour la libération de la Palestine 7) La situation en Ukraine et l'impérialisme régional 8) la situation en Bosnie 9) les logiciels libres contre l'union européenne 10) les assemblées interprofessionnelles, une expérience de lutte dans l'Etat Espagnol 11) la situation au Venezuela</p> <p>espace LGBT Les objectifs politiques de l'espace sur la semaine</p>	<p>formation Pourquoi le monde est-il en crise ?</p> <p>espace femmes La lutte pour l'avortement dans l'Etat Espagnol et la situation du mouvement féministe</p> <p>ateliers 1) Comment fonctionne le capitalisme ? 2) Capitalisme vert et productivisme, les travailleurs peuvent-ils sauver la planète ? 3) L'impérialisme aujourd'hui : retour sur le génocide Rwandais 4) Que faire de l'euro et de l'union européenne ? 5) Les luttes contre l'Union Européenne et l'austérité 6) Les OGM, une vision écosocialiste : entre le romantisme naturaliste et le productivisme scientifique 7) Introduction au changement climatique 8) Les ressources naturelles et l'impérialisme 9) La question nationale dans l'Etat Espagnol, une analyse marxiste 10) Marxisme et populisme : comprendre l'Amérique Latine 11) Le traité transatlantique UE-USA</p> <p>espace LGBT Tour des situations dans les pays</p>	<p>formation Comment combattre le patriarcat ?</p> <p>espace femmes Préparation de la fête femme</p> <p>ateliers 1) Femmes, race et classe 2) Féminisme et mouvement ouvrier 3) Le genre comme construction sociale 4) La lutte pour le droit à l'avortement dans l'Etat Espagnol et en Europe 5) Les liens entre le mouvement féministe et LGBT à travers l'histoire 6) Le mouvement féministe en Irak 7) Les mouvements catholiques réactionnaires en France et en Italie 8) La masculinité : entre une identité oppressive et un rôle d'opresseur 9) « Feminism Yeah ! » et « Every day sexism project » : deux campagnes féministes en Belgique et au Danemark 10) la théorie et la pratique Queer 11) Les mouvements féministes et LGBT en Russie</p> <p>espace LGBT Les révolutionnaires et la lutte pour l'égalité des droits : quelle stratégie ?</p>	<p>formation D'où vient le racisme et comment le combattre ?</p> <p>espace femmes Les luttes des travailleuses face à la crise</p> <p>ateliers 1) Le mouvement antifasciste en Grèce 2) La montée de l'extrême-droite en Europe 3) Le mouvement lycéen contre les expulsions d'élèves sans-papiers 4) L'islamophobie 5) Le mouvement noir aux USA dans les années 60 6) Le mouvement des sans-papiers en Belgique 7) L'histoire du peuple Roms et les mouvements de solidarité 8) Portrait d'un révolutionnaire : Amilcar Cabral 9) Qu'est-ce que le nazisme : de la république de Weimar à la situation en Grèce aujourd'hui 10) L'Europe forteresse contre l'immigration 11) Les liens entre l'antifascisme et le féminisme</p> <p>espace LGBT Préparation de la fête</p>	<p>formation La place de l'auto-organisation dans notre stratégie, à la lumière des 40 ans de la révolution des Oeillets au Portugal</p> <p>espace femmes En commun avec l'espace LGBT</p> <p>ateliers 1) La nature de l'Etat capitaliste 2) Réforme ou révolution ? L'expérience du Chili 3) Qu'est-ce que le fascisme ? 4) La révolution espagnole de 1936 5) Le processus révolutionnaire en Egypte 6) Construire l'unité de notre camp social contre la classe dirigeante 7) La révolution russe 8) Du local au global dans les luttes écologiques 9) Les résistances à travers l'entraide ouvrière et l'auto-organisation 10) Mai 68 11) Les révolutionnaires dans les conseils municipaux : l'exemple de l'Alliance Rouge Verte</p> <p>espace LGBT Pourquoi une discussion commune entre les deux espaces ? Comment unifier les luttes féministes et LGBT face à la montée du racisme et de l'islamophobie ?</p>	<p>formation Comment faire la révolution aujourd'hui ?</p> <p>espace femmes Bilan de la semaine</p> <p>ateliers 1) Comment intervenir dans les mouvements sociaux ? 2) Construire un parti révolutionnaire aux Philippines 3) Pourquoi les révolutionnaires doivent-ils intervenir dans les syndicats ? 4) L'histoire de la seconde internationale 5) Le FIT et la situation en Argentine 6) Anticapitalisme ou antilibéralisme 7) Construire des alliances révolutionnaires : l'exemple d'Antarsya et la Nouvelle Organisation Anticapitaliste (Allemagne) 8) Left Unity en Grande Bretagne 9) Le travail culturel dans les organisations politiques 10) Les élections en Belgique : PTB-GO 11) Comment construire une alternative en Europe ?</p> <p>espace LGBT Bilan de la semaine</p>

plusieurs meetings auront lieu le soir au cours de la semaine...

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville

Prénom Tél

Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30



#37 - Juin 2014

www.npa2009.org
jeunes.npa2009.org
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou
Impression : Rotographie - Montreuil.
Numéro ISSN : en cours.
Numéro de commission paritaire : en cours.
Tirage : 1000 exemplaires.

- Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)
- Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA